



**PRÉFET
DU BAS-RHIN**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement Grand Est**

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL du 15 NOV. 2023

modifiant et complétant les prescriptions
de l'arrêté préfectoral du 13 avril 2022 autorisant la société R-HYNOCA à exploiter
une unité de production d'hydrogène à partir de biomasse
au 78 rue de la Plaine des Bouchers à STRASBOURG

**LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION GRAND-EST
PRÉFÈTE DE LA ZONE DE DÉFENSE ET DE SÉCURITÉ EST
PRÉFÈTE DU BAS-RHIN**

**OFFICIER DE LA LÉGION D'HONNEUR
COMMANDEUR DE L'ORDRE NATIONAL DU MÉRITE**

- VU le code de l'environnement et notamment ses articles R. 181-45, R. 181-46 et L. 181-14 ;
- VU l'arrêté préfectoral du 13 avril 2022, autorisant la société R-HYNOCA à exploiter une unité de production d'hydrogène à partir de biomasse au 78 rue de la Plaine des bouchers à STRASBOURG ;
- VU le dossier référencé 23010235 10/2023, accompagnant la notification du 27 octobre 2023 de la société R-HYNOCA, notifiant des changements de ses installations autorisées le 13 avril 2022 ainsi que les rapports [BUS]/FSUS23.0387/NT 23-01190 du 17/10/2023 et [BUS]/FSUS23.0387/NT 23-01229 du 31/10/2023 de la tierce expertise des éléments de ce dossier ;
- VU le rapport du 3 novembre 2023 de la direction régionale de l'environnement de l'aménagement et du logement Grand Est, chargée de l'inspection des installations classées faisant suite à l'examen du dossier susvisé ;
- VU les observations de l'exploitant transmises par courriel à l'inspection des installations classées, le 9 novembre 2023 et desquelles il ne ressort pas d'opposition aux prescriptions proposées ;

CONSIDÉRANT que le remplacement des remorques comportant des tubes d'hydrogène en acier de 2,5 m³ de capacité unitaire, sous 200 barg par des remorques comportant des réservoirs de capacité unitaire 350 L sous 300 barg équipées d'une pré-détente de 300 à 200 barg est de nature à réduire l'étendue des phénomènes dangereux en relation avec le chargement et le déchargement d'hydrogène ;

CONSIDÉRANT que seul l'emplacement situé le plus au nord sera utilisé pour le chargement de tels réservoirs de 350 L, l'emplacement sud étant réservé à celui de bouteilles de 48 L (200 barg) en cadre ;

CONSIDÉRANT que pour les opérations de remplissage de réservoirs de 350 L sur remorque, le flexible utilisé est équipé, de part et d'autre, d'un clapet limiteur de débit arrêtant le flux de gaz en cas de rupture du flexible, cette mesure de maîtrise des risques s'ajoutant aux mesures déjà prévues dans la demande d'autorisation ayant conduit à la décision susvisée du 13 avril 2022 ;

CONSIDÉRANT que les modifications apportées aux installations de transfert et aux limites de l'établissement permettent à la fois de réduire les rayons des zones d'effet des phénomènes

dangereux recensés pour les activités de transfert d'hydrogène et de maintenir les zones correspondant aux effets irréversibles (thermiques et de pression) correspondants dans les limites de l'établissement ;

CONSIDÉRANT que ces modifications comprennent aussi la suppression de la paroi sud des locaux de thermolyse-craquage et de purification, la suppression de la paroi ouest du local de thermolyse-craquage et la réalisation sur les locaux de thermolyse-craquage et de purification d'une toiture ouverte, empêchant la retenue d'hydrogène et donc la création d'un mélange explosif air-hydrogène confiné ;

CONSIDÉRANT qu'il en résulte que les zones des effets irréversibles correspondant aux phénomènes dangereux identifiés dans les locaux de production d'hydrogène sont également maintenues dans les limites de l'établissement ;

APRÈS communication à l'exploitant du projet d'arrêté ;

SUR proposition du directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement Grand Est,

ARRÊTE

Article 1^{er}

1-1 Il est ajouté au chapitre 8.3 de l'arrêté préfectoral susvisé du 13 avril 2022 l'article 8.3.4 qui dispose :

« Article 8.3.4

Le site ne reçoit pour le chargement ou la livraison d'hydrogène que des capacités d'hydrogène d'un volume maximal unitaire de 350 litres, en matériau composite, sous une pression maximale de 300 barg, équipées pour une pré-détente de 300 à 200 barg.

Le contrôle de la conformité à cette prescription est réalisé par l'exploitant à l'entrée du site, pour chaque remorque. Ce contrôle est enregistré.

Des clapets limiteurs de débit, se fermant en cas de fuite majeure, sont placés de part et d'autre, côté remorque et côté installations, sur le flexible raccordant la remorque aux installations.

Seul le poste de stationnement de remorque nord est utilisé pour le remplissage ou la vidange de réservoirs de 350 L. Le poste sud n'est utilisé que pour réaliser de telles opérations sur des bouteilles de capacité unitaire maximale 48 L sous une pression maximale de 200 barg, sur cadres.

1.2 les dispositions de l'article 8.4.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 13 avril 2022 sont abrogées et remplacées par les suivantes :

Article 8.4.1

Les locaux de thermolyse craquage et de purification sont semi-ouverts :

- il n'y a pas de parois en façade ouest du local de thermolyse craquage ;*
- il n'y a pas de parois en façades sud du local de thermolyse craquage et du local de purification ;*
- la toiture de ces locaux est ouverte et conçue de manière à permettre en toute circonstance l'écoulement sans retenue des gaz plus légers que l'air.*

Les parois coupe-feu définies à l'issue de la procédure d'autorisation de l'établissement sont maintenues (chapitre 8.7).

1.3 à l'article 8.4.2 de l'arrêté préfectoral susvisé du 13 avril 2022, la phrase suivante (avant-dernier alinéa) est supprimée :

En outre, le défaut de la ventilation mécanique entraîne l'ouverture des trappes de désenfumage du bâtiment de production.

1.4 Un chapitre 8.8 est ajouté au titre 8 de l'arrêté préfectoral susvisé du 13 avril 2022. Ce chapitre dispose :

Chapitre 8.8 – Convention réciproque avec l'exploitant de la station-service multi-énergies voisine

Article 8.8.1

Une convention est établie avec l'exploitant de la station-service multi-énergies voisine. Cette convention rend compte des risques technologiques identifiés de part et d'autre et définit en regard :

- les conditions d'information réciproque en cas de déclenchement d'une alarme ou en cas de situation évaluée comme dangereuse ;
- les mesures correspondantes de mise en sécurité des installations, des biens et des personnes sur chaque site. »

1.5 Les 2 plans de l'annexe III de l'arrêté préfectoral susvisé du 13 avril 2022 sont remplacés par les plans annexés .

La liste des parcelles figurant à l'article 1.1.1 de l'arrêté préfectoral susvisé du 13 avril 2022 est remplacée par la suivante : section ER du plan cadastral de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, parcelles 396, 395, 179, 93, 153, 373 (tout ou partie).

Article 2 Frais :

Les frais inhérents à l'application des prescriptions du présent arrêté sont à la charge de la société R-HYNOCA

Article 3 Mesures de publicité :

Les mesures de publicité de l'article R. 181-45 du code de l'environnement sont appliquées au présent arrêté.

Article 4 Droits des tiers :

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

Article 5 Sanctions :

En cas de non-respect des prescriptions du présent arrêté, il pourra être fait application des sanctions administratives et pénales définies aux sections 1 et 2 du chapitre IV du livre V, titre 1^{er}, du code de l'environnement.

Article 6 Voies et délais de recours :

En application des dispositions de l'article R. 181-50 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de STRASBOURG (31 avenue de la Paix - BP 51038 - 67070 Strasbourg cedex) ou sur le site www.telerecours.fr :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers intéressés, en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la plus tardive des deux dates entre l'affichage en mairie et la publication de la décision sur le site internet de la préfecture du Bas-Rhin. Si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage.

La présente décision peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais susmentionnés.

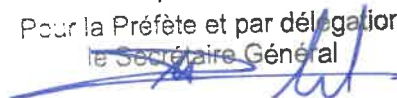
Article 7 Exécution :

- Le secrétaire général de la préfecture du Bas-Rhin ;
- le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement (DREAL), chargé de l'inspection des installations classées ;
- la société R-HYNOCA ;

sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de veiller à l'exécution du présent arrêté dont une copie sera adressée :

- au maire de Strasbourg.

La préfète,
Pour la Préfète et par délégation
le Secrétaire Général



Annexes : 2 plans (annexes I et II) et une version codifiée des prescriptions (annexe III)

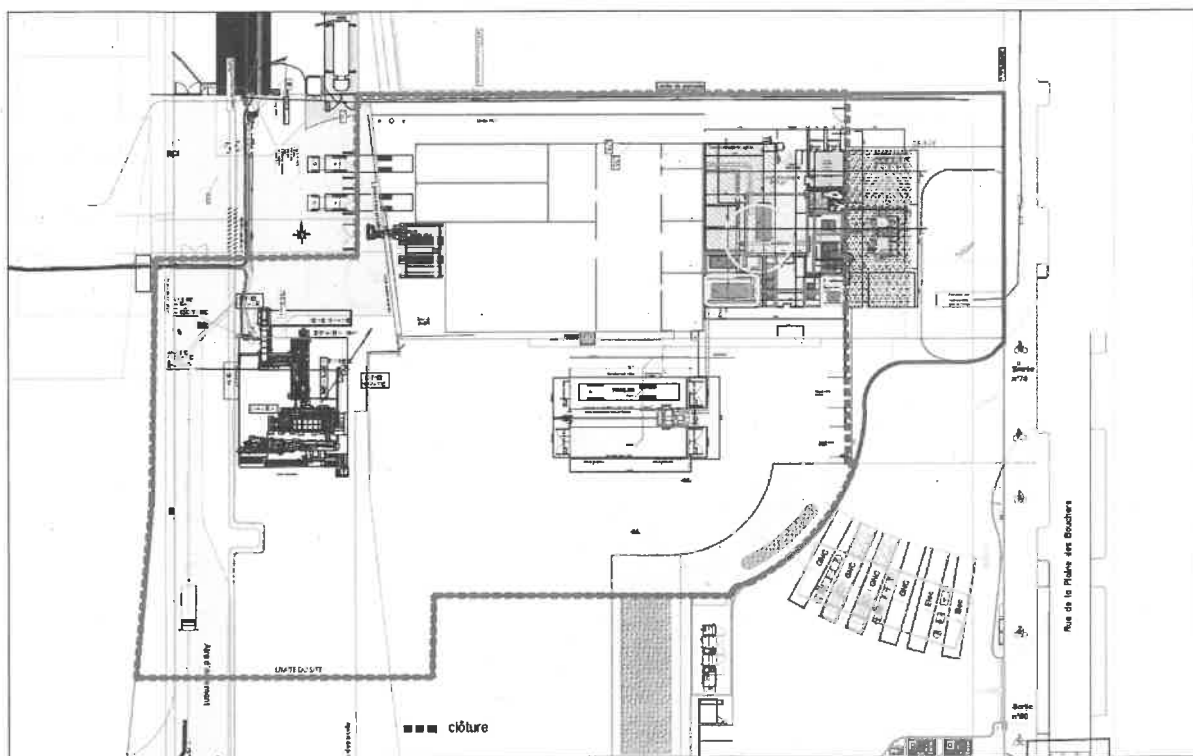
Mathieu DUHAMEL

Annexe I plan cadastral



Annexe II plan des limites et clôture.

Les limites et la clôture (pointillé rouge) sont confondues sauf sur le trait violet qui englobe notamment la partie accessible au public de la station-service de distribution d'hydrogène, non clôturée.



SOURCE : PLAN MASSE

NOVEMBRE 2023

0 5 10 m
730.0025

Annexe III

Prescriptions codifiées

Prescriptions codifiées associées à l'autorisation du 13 avril 2022 d'exploiter une unité de production d'hydrogène à partir de biomasse au 78 rue de la Plaine des bouchers à STRASBOURG par la société R-Hynoca

TITRE I - PORTÉE ET CONDITIONS GÉNÉRALES

Chapitre 1.1 - Portée

Article 1.1.1 – Autorisation, prescriptions

La société R-HYNOCA (siège social : 14 place des Halles 67000 STRASBOURG) est autorisée à exploiter, au 78 rue de la Plaine des bouchers (section ER du plan cadastral de la Ville et de l'Eurométropole de Strasbourg, parcelles 396, 395, 179, 93, 153, 373, tout ou partie) les installations classées listées à l'article 1.1.2 du présent arrêté.

Article 1.1.2 - Liste des installations classées

Rubrique	Régime	Activité	Précisions / prescriptions
3420-2a	A	Production de dihydrogène par thermolyse, craquage et purification à raison de 40 kg/h	La production est réalisée à partir de biomasse forestière non traitée.
4715-1	A	Dihydrogène, la quantité présente sur le site étant de 2 tonnes.	La quantité présente est celle en réservoir et en remorque.
2910-A2	DC	Combustion. 1,2 MW.	Combustion étagée de gaz épuré (« offgaz » ou « hypergaz ») provenant de la thermolyse de biomasse, sans stockage intermédiaire du gaz. Du gaz naturel peut également être brûlé.
1416	DC	Station-service de distribution d'hydrogène gazeux	Déclarée, indépendamment du projet de production d'hydrogène, le 21 décembre 2020

Pour l'application de la directive transposée « IED » susvisée, la rubrique principale est la rubrique n° 3420.

En outre, le site relève de la rubrique IOTA n° 3.2.2.0 pour une surface soustraite à la zone inondable de l'ordre de 2 900 m².

L'établissement se compose des éléments suivants :

- un bâtiment fermé et couvert abritant le stock de biomasse et les installations de production (thermolyse, craquage, purification),
- une zone non couverte, cernée de murs coupe-feu en béton, de compression et de stockage,
- une zone de parking, chargement, déchargement pour une citerne routière d'hydrogène,
- la station-service.

Chapitre 1.2 – Conditions d'autorisation

Article 1.2.1 – Conformité au dossier

Les installations et leurs annexes sont disposées, aménagées et exploitées conformément aux plans et données techniques contenus dans les différents dossiers déposés par l'exploitant, en tout ce qu'ils ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté.

Article 1.2.2 - Prescriptions applicables aux installations

Les dispositions des arrêtés ministériels relatifs aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration et à enregistrement sont applicables aux installations classées soumises à déclaration et à enregistrement incluses dans l'établissement, en tout ce qu'elles ne sont pas contraires aux dispositions du présent arrêté et dans le respect des règles d'antériorité.

Article 1.2.3 - Respect des autres législations et réglementations

Les dispositions du présent arrêté préfectoral sont prises sans préjudice des autres législations et réglementations applicables.

En particulier, les mesures de maîtrise des risques des fiches de données de sécurité des substances et mélanges présents sont respectées. Une attention particulière est portée à la prévention des stockages conjoints de substances ou mélanges incompatibles ou susceptibles de réagir dangereusement entre eux en situation dégradée.

Les droits des tiers sont réservés.

Chapitre 1.3 - Garanties financières

L'exploitant est exempté de la constitution de garanties financières, le montant calculé n'atteignant pas la somme de 100 000 euros.

Chapitre 1.4 - Cessation d'activité

Article 1.4.1 – Définition de l'usage futur

Pour l'application des articles R. 512-39-1 à R. 512-39-5, l'usage à prendre en compte est le suivant : maintien d'un usage industriel.

Article 1.4.2 – Mise en sécurité

Lors de la mise à l'arrêt définitif, l'exploitant assure, dès l'arrêt de l'exploitation, la mise en sécurité du site, Pour cela :

- il procède à l'évacuation ou l'élimination des produits dangereux et celle des déchets présents sur le site ;
- il met en place des interdictions ou limitations d'accès au site, dont il maintient l'efficacité au cours du temps ;
- il supprime les risques d'incendie et d'explosion ;
- il poursuit la surveillance des effets de l'installation sur son environnement.

L'exploitant notifie au préfet les mesures prises et prévues en ce sens 3 mois avant l'arrêt définitif, avec la notification de ce dernier.

TITRE II – GESTION DE L'ÉTABLISSEMENT

Chapitre 2.1 – Documents de suivi

Article 2.1.1 – Dossier administratif

L'exploitant tient à disposition, et le cas échéant à jour, les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et ceux qui l'ont suivi,
- le rapport de base,
- les dossiers établis pour la notification des modifications au préfet (art. R 181-46 du code de l'environnement),
- les éventuelles notifications d'existence produites (art. L 513-1 et R 513-1 du code de l'environnement),
- les plans des installations tenus à jour et datés, incluant un schéma des réseaux et le plan des égouts,
- les éventuels agréments délivrés au titre du code de l'environnement et les cahiers des charges associés, le cas échéant,
- les résultats du programme de surveillance,
- d'une façon générale, les documents (rapports de contrôles, consignes, plans, etc.) prévus par le présent arrêté et qui justifient le respect des conditions d'autorisation.

Article 2.1.2 – Localisation des risques

L'exploitant recense, sous sa responsabilité, les parties de l'installation qui, en raison des caractéristiques qualitatives et quantitatives des matières mises en œuvre, stockées, utilisées ou produites, sont susceptibles d'être à l'origine d'un sinistre pouvant avoir des conséquences directes ou indirectes sur les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement.

L'exploitant dispose d'un plan général des ateliers et des stockages indiquant ces risques.

Les zones à risques sont matérialisées par tous moyens appropriés.

Article 2.1.3 – Surveillance de l'exploitation, consignes

L'exploitation se fait sous la surveillance de personnes nommément désignées par l'exploitant et ayant une connaissance des dangers des produits stockés ou utilisés dans les installations dont ils ont la charge ainsi que des prescriptions d'exploitation pertinentes au regard de leur périmètre d'intervention.

L'exploitant établit les consignes écrites nécessaires à la maîtrise des opérations sensibles pour la sécurité des installations, notamment en situation d'incident. Les consignes d'exploitation sont cohérentes avec les prescriptions d'exploitation. Ces consignes indiquent notamment :

- l'interdiction d'apporter du feu sous une forme quelconque, notamment l'interdiction de fumer dans les zones présentant des risques d'incendie ou d'explosion ;
- l'obligation du " permis d'intervention " pour les parties concernées de l'installation ;
- les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et le stockage de produits incompatibles ;
- les procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides),
- les mesures à prendre en cas de fuite sur un récipient ou une tuyauterie contenant des substances dangereuses,
- les modalités de gestion des rétentions et confinements,
- les moyens d'extinction à utiliser en cas d'incendie,
- la procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services d'incendie et de secours, etc.,
- l'obligation d'informer l'inspection des installations classées en cas d'accident.

Article 2.1.4 – Permis d'interventions - Permis de feu

Dans les parties de l'installation recensées à l'article 2.1.2 et notamment celles recensées dans les locaux à risque, les travaux de réparation ou d'aménagement ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un « permis d'intervention » et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant une consigne particulière. Ces permis sont délivrés après analyse des risques liés aux travaux et définition des mesures appropriées.

Le « permis d'intervention », éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière sont établis et visés par l'exploitant ou par une personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis d'intervention », éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation, sont signés par l'exploitant et l'entreprise extérieure ou les personnes qu'ils auront nommément désignées.

Dans les parties de l'installation présentant des risques d'incendie ou d'explosion, il est interdit d'apporter du feu sous une forme quelconque, sauf pour la réalisation de travaux ayant fait l'objet d'un « permis de feu ». Cette interdiction est affichée en caractères apparents.

Article 2.1.5 – État des stocks de produits et déchets dangereux

L'exploitant dispose des documents lui permettant de connaître la nature et les risques des produits (substances et mélanges) et déchets dangereux présents dans l'installation, en particulier les fiches de données de sécurité, les résultats des caractérisations des déchets dangereux réalisées pour leur envoi en centres de transit, élimination ou valorisation.

L'exploitant tient à jour un état des stocks indiquant la nature, la quantité et les mentions de dangers ou résultats de caractérisation des produits et déchets dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Cet état des stocks est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 2.1.6. - Formation du personnel

Les différents opérateurs et intervenants sur le site, y compris le personnel intérimaire, reçoivent une formation sur les risques inhérents des installations, la conduite à tenir en cas d'incident ou accident et sur la mise en œuvre des moyens d'intervention.

Des mesures sont prises pour vérifier le niveau de connaissance opérationnel et assurer son maintien. Un registre consigne les formations dispensées et suivies pour chaque agent. Cette formation comporte notamment :

- toutes les informations utiles sur les produits manipulés, les réactions chimiques dangereuses, les incompatibilités entre produits,
- les explications nécessaires pour la bonne compréhension des consignes,

- des exercices périodiques de simulation d'application des consignes de sécurité prévues par le présent arrêté, ainsi qu'un entraînement régulier au maniement des moyens d'intervention affectés à leur unité,
- un entraînement périodique à la conduite des unités en situation dégradée vis-à-vis de la sécurité et à l'intervention sur celles-ci,
- une sensibilisation sur le comportement humain et les facteurs susceptibles d'altérer les capacités de réaction face au danger.

Chapitre 2.2 – Accès aux installations

Article 2.2.1 – Contrôle des accès

Les installations sont fermées par un dispositif interdisant l'accès à toute personne non autorisée.

Article 2.2.2 – Accessibilité et circulation dans l'établissement

L'accès des services de secours aux installations est garanti en permanence.

L'exploitant fixe les règles de circulation applicables à l'intérieur de l'établissement. Elles sont portées à la connaissance des intéressés par une signalisation adaptée et une information appropriée.

Chapitre 2.3 – Gestion des utilités et tenue du site

Article 2.3.1 – Propreté des installations et des voiries de desserte

Les locaux sont maintenus propres et régulièrement nettoyés, notamment de manière à éviter les amas de matières dangereuses ou polluantes et de poussières. Le matériel de nettoyage est adapté aux risques présentés par les produits et poussières.

Article 2.3.2 – Réserve de consommables

L'établissement dispose de réserves suffisantes de produits ou matières consommables utilisés de manière courante ou occasionnelle pour assurer la protection de l'environnement, tels que produits de neutralisation, liquides inhibiteurs, produits absorbants ...

Chapitre 2.4 – Fonctionnement des installations

Article 2.4.1 – Rejets

Tout rejet non prévu au présent arrêté ou non conforme à ses dispositions est interdit.

Le recours à la dilution des rejets, dans le but de respecter les valeurs-limites de rejet, est interdit.

De même, sont interdits le mélange de divers déchets, ou le mélange de déchets avec des matériaux inertes dans le seul but de diluer les polluants ou indésirables.

Les effluents sont collectés et traités par des équipements adaptés à leurs caractéristiques physico-chimiques et aux dangers qu'ils peuvent présenter. Ces équipements sont maintenus en bon état de fonctionnement suivant des procédures formalisées comportant des enregistrements des actions effectuées et des incidents de fonctionnement.

En cas de dysfonctionnement ou d'indisponibilité des équipements de traitement, l'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour garantir le maintien du respect des valeurs-limites de rejet, au besoin en ajustant sa production.

Les conduits d'évacuation des effluents nécessitant une surveillance sont aménagés de manière à permettre, à tout moment, des prélèvements représentatifs des émissions de polluants dans des conditions normalisées, lorsqu'elles sont définies, et en sécurité pour les personnels intervenants.

Les emplacements des divers conduits et points de rejets sont repérés sur le plan tenu à jour de l'établissement.

TITRE III – PRÉVENTION DE LA POLLUTION ATMOSPHÉRIQUE

Chapitre 3.1 – Conditions de rejet

Article 3.1.1 – Généralités

L'exploitant prend les dispositions nécessaires pour prévenir les envols de poussières et de matières diverses provenant de la circulation d'engins, du stockage et du transport produits dans l'installation.

L'amélioration de la captation et de la canalisation des émissions est systématiquement recherchée, en vue de leur traitement et de leur dispersion atmosphérique optimaux.

Chapitre 3.2 – Caractéristiques des rejets

Les rejets atmosphériques des installations sont limités à ceux de l'installation de combustion alimentée aux gaz épurés provenant de la thermolyse.

Article 3.2.1 – Émissaire

La cheminée de l'installation de combustion a une hauteur minimale de 21,6 m, mesurée depuis le niveau du sol.

Article 3.2.2 – Valeurs limites de rejets

Le volume des effluents gazeux est exprimé en mètres cubes normaux (Nm^3), rapportés à des conditions normalisées de température (273,15 K) et de pression (101,3 kPa) après déduction de la vapeur d'eau (gaz secs).

Les concentrations en polluants sont exprimées en milligrammes par mètre cube (mg/Nm^3) sur gaz sec. Le débit des effluents gazeux ainsi que les concentrations en polluants sont rapportés à une teneur en oxygène dans les effluents en volume de 6 %.

Les teneurs en polluants des gaz résiduels sont limitées aux valeurs suivantes :

Poussières : $10 \text{ mg}/\text{Nm}^3$;
Oxydes d'azote ($\text{NO} + \text{NO}_2$) exprimés en équivalent NO_2 : $200 \text{ mg}/\text{Nm}^3$;
Dioxyde de soufre : $35 \text{ mg}/\text{Nm}^3$;
Monoxyde de carbone : $250 \text{ mg}/\text{Nm}^3$;
Composés organiques volatils non méthaniques : $50 \text{ mg}/\text{Nm}^3$;
Chlorure d'hydrogène : $10 \text{ mg}/\text{Nm}^3$;
Dioxines et furannes : $0,1 \text{ ng I-TEQ}/\text{Nm}^3$;
Mercure : $5 \text{ } \mu\text{g}/\text{m}^3$.

Les flux annuels de polluants sont limités aux valeurs suivantes :

Poussières : 80 kg/an ;
Oxydes d'azote : $1\,570 \text{ kg/an}$;
Dioxyde de soufre : 270 kg/an ;
Monoxyde de carbone : $1\,960 \text{ kg/an}$;
Composés organiques volatils non méthaniques : 390 kg/an ;
Chlorure d'hydrogène : 80 kg/an .

TITRE IV – PROTECTION DES RESSOURCES EN EAUX ET DES MILIEUX AQUATIQUES

Chapitre 4.1 – Prélèvements et consommation d'eau

Article 4.1.1 – Origine des approvisionnements en eau

Les eaux sont prélevées depuis le réseau public.

Article 4.1.2 - Protection des réseaux d'eau potable et du milieu de prélèvement

Un ou plusieurs dispositifs de disconnection ou tout autre équipement présentant des garanties équivalentes sont installés afin d'isoler les réseaux d'eaux industrielles et pour éviter des aspirations de ces eaux dans les réseaux d'eau potable ou dans les milieux de prélèvement.

Chapitre 4.2 – Conditions de rejet

Article 4.2.1 – Rejets des eaux de procédé

Les eaux de procédé proviennent des laveurs de gaz et subissent, en tant que de besoin, et avant rejet au réseau d'assainissement, un traitement garantissant le respect des valeurs-limite et intervalles suivants, fonction, suivant les paramètres, des seuils de flux.

- Le débit du rejet est limité à 0,6 m³/h (débit instantané) et à 2 600 m³/an
- Le PH est compris entre 5,5 et 9,5
- La température est inférieure à 30°C

VLE par polluant

Polluant	Code SANDRE	Valeur limite de rejet (VLE en mg/l sauf mention contraire)	Seuil de flux à partir duquel la VLE en concentration s'applique
MEST	1305	600	0
DCO	1314	2000	0
Hydrocarbures totaux	7009	5	0
Indice phénols	1440	0,3	si le rejet dépasse 3 g/j
Indice cyanures totaux	1390	0,1	si le rejet dépasse 1 g/j
Fer + Aluminium	7714	5	si le rejet dépasse 20 g/j
Benzène	1114	50 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Toluène	1278	74 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Xylène (o, m, p)	1780	50 µg/l	si le rejet dépasse 2 g/j
Anthracène	1458	25 µg/l	0
Fluoranthène	1191	25 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Naphtalène	1517	130 µg/l	si le rejet dépasse 1 g/j
Somme des 5 HAP : Benzo (a) pyrène Benzo (b) fluoranthène Benzo (k) fluoranthène Benzo (g,h,i) pérylène Indéno (1,2,3-cd) pyrène	7088	25 µg/l	0
Cadmium	1388	25 µg/l	0
Plomb	1382	100 µg/l	si le rejet dépasse 5 g/j
Mercure	1387	25 µg/l	0
Dioxines et composés de type dioxines dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	7707	25 µg/l	0

Article 4.2.2 – Rejets d'eaux pluviales

Les eaux pluviales sont infiltrées.

Les eaux de voirie passent, avant infiltration, au travers d'un dispositif de séparation d'hydrocarbures de classe A.

TITRE V – DÉCHETS

Chapitre 5.1 – Déchets

Article 5.1.1 – Gestion des déchets produits à l'intérieur de l'établissement

Les déchets produits, entreposés dans l'établissement, avant leur orientation dans une filière adaptée, le sont dans des conditions ne présentant pas de risques de pollution (prévention d'un lessivage par des eaux météoriques, d'une pollution des eaux superficielles et souterraines, des envols et des odeurs) ni d'accidents (notamment par stockage séparé des produits incompatibles) pour les populations avoisinantes et l'environnement.

Les déchets liquides sont stockés sur des capacités de rétention telles que définies au titre VII du présent arrêté.

La durée d'entreposage des déchets dans l'établissement est au maximum de 1 an si les déchets sont destinés à être éliminés, 3 ans si les déchets sont destinés à être valorisés.

Article 5.1.2 – Déchets gérés à l'extérieur de l'établissement

L'exploitant remet les déchets qu'il produit à des personnes autorisées à les prendre en charge. Les installations destinataires des déchets, y compris en transit, doivent être régulièrement autorisées (agréées le cas échéant) à cet effet. L'exploitant doit pouvoir en justifier à tout moment.

Il fait en sorte de limiter le transport des déchets en distance et en volume, dans le respect des dispositions de l'article L 541-1 du code de l'environnement.

Article 5.1.3 – Transport, importation et exportation

L'exploitant tient un registre chronologique où sont consignés tous les déchets sortants. Le contenu minimal des informations du registre est fixé en référence à l'arrêté du 29 février 2012, fixant le contenu des registres mentionnés aux articles R. 541-43 et R. 541-46 du code de l'environnement.

Chaque lot de déchets dangereux expédié vers l'extérieur est accompagné du bordereau de suivi défini à l'article R. 541-45 du code de l'environnement. Les opérations de transport de déchets (dangereux ou non) respectent les dispositions des articles R. 541-49 à R. 541-64 et R. 541-79 du code de l'environnement relatifs à la collecte, au transport, au négoce et au courtage de déchets. La liste, mise à jour, des transporteurs utilisés par l'exploitant, est tenue à la disposition de l'inspection des installations classées.

L'importation et l'exportation de déchets (dangereux ou non) sont réalisées dans le respect du règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets.

Le registre des déchets, les bordereaux de suivi des déchets et la liste mise à jour des transporteurs utilisés par l'exploitant, les documents d'accompagnement relatifs à l'exportation ou l'importation de déchets sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

TITRE VI – PRÉVENTION DES NUISANCES SONORES ET DES VIBRATIONS

Chapitre 6.1 – Dispositions générales

Article 6.1.1 – Références réglementaires

Les prescriptions de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 modifié relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations relevant du livre V – titre I du Code de l'Environnement, ainsi que les règles techniques annexées à la circulaire du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées sont applicables.

Article 6.1.2 - Véhicules

Les véhicules de transport, les matériels de manutention et les engins de chantier utilisés à l'intérieur de l'établissement, et susceptibles de constituer une gêne pour le voisinage, sont conformes aux dispositions des articles R. 571-1 à R. 571-24 du code de l'environnement.

Article 6.1.3 – Appareils de communication

L'usage de tout appareil de communication par voie acoustique (sirènes, avertisseurs, haut-parleurs ...) gênant pour le voisinage est interdit sauf si leur emploi est exceptionnel et réservé à la prévention ou au signalement d'incidents graves ou d'accidents.

Chapitre 6.2 – Niveaux acoustiques

Article 6.2.1 – Valeurs limites d'émergence

Les émissions sonores dues aux activités des installations ne doivent pas engendrer une émergence supérieure aux valeurs admissibles fixées dans le tableau ci-après, dans les zones à émergence réglementée.

Niveau de bruit ambiant existant dans les zones à émergence réglementée (incluant le bruit de l'établissement)	Emergence admissible pour la période allant de 07 h à 22 h, sauf dimanches et jours fériés	Emergence admissible pour la période allant de 22 h à 07 h, ainsi que les dimanches et jours fériés
Supérieur à 35 dB(A) et inférieur ou égal à 45 dB (A)	6 dB(A)	4 dB(A)
Supérieur à 45 dB(A)	5 dB(A)	3 dB(A)

De plus, le niveau de bruit en limite de propriété de l'installation ne dépasse pas, lorsqu'elle est en fonctionnement, 70 dB (A) pour la période de jour et 60 dB (A) pour la période de nuit, sauf si le bruit résiduel pour la période considérée est supérieur à cette limite.

Dans le cas où le bruit particulier de l'établissement est à tonalité marquée au sens du point 1.9 de l'annexe de l'arrêté du 23 janvier 1997 susvisé, de manière établie ou cyclique, sa durée d'apparition n'excède pas 30 pour cent de la durée de fonctionnement de l'établissement dans chacune des périodes diurne ou nocturne définies dans le tableau ci-dessus.

Chapitre 6.3 – Vibrations

Article 6.3.1 - Vibrations

Les points de contrôle, les valeurs des niveaux limites admissibles ainsi que la mesure des niveaux vibratoires émis sont déterminés suivant les spécifications des règles techniques annexées à la circulaire ministérielle n° 23 du 23 juillet 1986 relative aux vibrations mécaniques émises dans l'environnement par les installations classées.

TITRE VII – PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

Chapitre 7.1 – Dispositif de prévention des accidents

Article 7.1.1 – Étude de dangers

Les installations sont exploitées et aménagées, en tout ce qui n'est pas contraire aux dispositions du présent arrêté, conformément aux engagements et conclusions exprimés dans l'étude de dangers produite et dans le mémoire en réponse à la tierce expertise de cette étude.

Article 7.1.2 - Vérifications périodiques et maintenance des équipements

L'exploitant assure, ou fait effectuer, la vérification périodique et la maintenance des matériels et des équipements de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place (exutoires, systèmes de détection et d'extinction, portes coupe-feu, colonne sèche par exemple) ainsi que des installations électriques et de chauffage, conformément aux référentiels en vigueur.

Les vérifications périodiques de ces matériels et équipements sont consignées sur un registre (ou dispositif équivalent), sur lequel sont également mentionnées les suites données à ces vérifications.

Ces matériels et équipements doivent être fonctionnels à tout moment, c'est-à-dire en capacité de remplir leurs fonctions selon les caractéristiques définies dans l'étude de dangers.

Article 7.1.3 – Installations électriques

L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant que ses installations électriques sont réalisées conformément aux règles en vigueur, entretenues en bon état et qu'elles sont vérifiées au minimum une fois par an par un organisme compétent.

Les équipements métalliques sont mis à la terre conformément aux règlements et aux normes applicables.

Chapitre 7.2 – Moyens de lutte contre un sinistre

Article 7.2.1 – Systèmes de détection

Les locaux et équipements techniques qui présentent un risque d'incendie disposent d'un dispositif de détection. L'exploitant dresse la liste des détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps.

(cf. également le titre 8)

Article 7.2.2 Moyens propres à l'exploitant

L'installation est dotée de moyens de lutte contre l'incendie appropriés aux risques, en état de fonctionner et compatibles avec les matières présentes sur le site, notamment :

- d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours ;
- de plans des locaux facilitant l'intervention des services d'incendie et de secours avec une description des dangers pour chaque local, comme prévu à l'article 2.1.2 ;
- d'extincteurs dont un extincteur à roue de 50 kg à proximité de l'installation de stockage d'hydrogène ;
- le bâtiment de production est équipé de RIA en nombre suffisant, placés de manière à ce que tout point de surface du bâtiment puisse être couvert par deux jets de lance en position diffusée.

Les moyens de lutte contre l'incendie sont capables de fonctionner efficacement, quelle que soit la température et notamment en période de gel. L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie conformément aux référentiels en vigueur.

Article 7.2.3 Disponibilité en eau pour la défense incendie

Un débit de 120 m³/h est disponible pendant 2 heures (240 m³ au total, depuis des puits normalisés privés ou public) dont la moitié est fournie par un réseau d'eau sous pression.

Les points d'eau sont implantés et entretenus conformément au guide technique annexé au règlement départemental de la défense extérieure contre l'incendie, arrêté par le préfet le 15 février 2017. Les points d'eau sont implantés hors de l'enveloppe des flux thermiques supérieurs à 3 kW/m². Ils font l'objet d'un contrôle technique tous les trois ans.

Les coordonnées d'implantation des points d'eau sont transmises au Service d'Incendie et de Secours.

Chapitre 7.3 – Dispositifs de rétention et confinement des eaux polluées

Article 7.3.1 – Rétentions

Tout stockage d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux ou des sols est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :

- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,
- 50 % de la capacité totale des réservoirs associés.

Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.

Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la capacité de rétention est au moins égale à :

- dans le cas de liquides inflammables, 50 % de la capacité totale des fûts,
- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,
- dans tous les cas, 800 litres minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-ci est inférieure à 800 L.

La capacité de rétention est étanche aux produits et déchets qu'elle pourrait contenir et résiste aux actions physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

Les liquides récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits ou déchets incompatibles ou susceptibles de réagir dangereusement entre eux ne sont pas associés à une même rétention.

Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses pour l'homme ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les eaux de lavage et les matières répandues accidentellement.

Article 7.3.2 – Confinement

Pour le confinement des eaux polluées d'extinction d'un incendie ou provenant d'un accident, les installations sont équipées d'un bassin de confinement (ou d'un système équivalent) permettant de recueillir des eaux polluées, d'un volume minimal de 135,2 m³.

Les dispositifs correspondants sont maintenus en état de marche, signalés et actionnables en toute circonstance localement et/ou à partir d'un poste de commande. Leur entretien préventif et leur mise en fonctionnement sont définis par consigne.

Article 7.3.3– Prévention de la dégradation des équipements

L'exploitant met en place un protocole de surveillance des surfaces imperméabilisées, des canalisations, des réseaux d'évacuation et des rétentions afin de prévenir toute dégradation susceptible d'être à l'origine d'un accident, notamment d'une pollution des sols et des eaux souterraines. Il assure la maintenance des équipements au regard des informations issues de la surveillance.

Les opérations correspondantes de surveillance et de maintenance sont enregistrées.

TITRE VIII – CONDITIONS PARTICULIÈRES APPLICABLES À CERTAINES INSTALLATIONS

Chapitre 8.1 – Compensation de la surface soustraite à la zone inondable (rubrique IOTA 3.2.2.0), règles de construction

Article 8.1.1

La compensation est réalisée conformément au descriptif de l'étude d'impact jointe à la demande d'autorisation susvisée. Cette compensation consiste en un bassin dont le volume exact est déterminé suivant les cotes altimétriques finales après la construction du site et dont la cote du fond n'est pas inférieure à la cote 138,50 m IGN69.

Les plans cotés et documents en justifiant sont tenus à disposition.

Article 8.1.2

La cote supérieure du plancher du premier niveau des bâtiments est supérieure ou égale à la cote 140,2 m IGN69.

Chapitre 8.2 – Torchère

Article 8.2.1

Le fonctionnement de la torchère est limité à ce qui est strictement nécessaire pour la prévention des incidents de fonctionnement.

Le cumul des heures de fonctionnement est enregistré et tenu à disposition.

Chapitre 8.3 – Positionnement et chargement-déchargement de la remorque d'hydrogène

Article 8.3.1

La remorque d'hydrogène est positionnée et chargée, respectivement déchargée, en référence au plan annexé au présent arrêté au sud-ouest du bâtiment de production.

Elle est isolée du reste du site par des murs coupe-feu REI 120 de 4,5 m de hauteur. Les portes de l'aire de stationnement-chargement-déchargement sont maintenues fermées en présence de la remorque.

Une seule remorque est présente.

Article 8.3.2

Le chargement, respectivement le déchargement, sont réalisés :

- par des personnes formées et habilitées pour réaliser ces opérations en sécurité,
- uniquement à l'emplacement dédié.

Les opérations sont réalisées au moyen d'un seul flexible, raccordé entre la semi-remorque et l'installation. Ce flexible est doté d'un système anti-arrachement et d'un câble anti-coup de fouet.

La remorque est mise à la terre et bloquée.

Les portes sont fermées.

Une supervision à distance est réalisée en temps réel.

La pression initiale du réservoir à remplir est mesurée.

Avant chargement de la remorque, un test de fuite est réalisé. Un contrôle de fuite est réalisé pendant le remplissage.

La montée en température est contrôlée.

Article 8.3.3

La borne de chargement et la borne de déchargement sont chacune équipées d'un dispositif de détection de chute de pression commandant la mise en sécurité de l'installation, notamment par arrêt de l'arrivée d'hydrogène.

Cette chaîne de sécurité est qualifiée SIL 2. Elle est régulièrement testée et maintenue.

Un clapet anti-retour est présent sur la borne de déchargement.

Article 8.3.4

Le site ne reçoit pour le chargement ou la livraison d'hydrogène que des capacités d'hydrogène d'un volume maximal unitaire de 350 litres, en matériau composite, sous une pression maximale de 300 barg, équipées pour une pré-détente de 300 à 200 barg.

Le contrôle de la conformité à cette prescription est réalisé par l'exploitant à l'entrée du site, pour chaque remorque. Ce contrôle est enregistré.

Des clapets limiteurs de débit, se fermant en cas de fuite majeure, sont placés de part et d'autre, côté remorque et côté installations, sur le flexible raccordant la remorque aux installations.

Seul le poste de stationnement de remorque nord est utilisé pour le remplissage ou la vidange de réservoirs de 350 L. Le poste sud n'est utilisé que pour réaliser de telles opérations sur des bouteilles de capacité unitaire maximale 48 L sous une pression maximale de 200 barg, sur cadres.

Chapitre 8.4 – Prévention des risques liés à l'accumulation de gaz inflammable ou toxique

Article 8.4.1

Les locaux de thermolyse craquage et de purification sont semi-ouverts :

- il n'y a pas de parois en façade ouest du local de thermolyse craquage ;
- il n'y a pas de parois en façades sud du local de thermolyse craquage et du local de purification ;
- la toiture de ces locaux est ouverte et conçue de manière à permettre, en toute circonstance, l'écoulement sans retenue des gaz plus légers que l'air.

Les parois coupe-feu définies à l'issue de la procédure d'autorisation de l'établissement sont maintenues (chapitre 8.7).

Article 8.4.2

L'exploitant met en place, dans les locaux où les risques sont liés à ces gaz, des systèmes de détection d'hydrogène et de monoxyde de carbone, avec alarme sonore et visuelle.

Le nombre de détecteurs et leurs emplacements sont définis par une étude préalable dont les conclusions sont tenues à disposition.

La détection (hydrogène ou monoxyde de carbone) commande, outre l'alarme :

- le démarrage automatique de la ventilation mécanique par balayage ascendant, la fermeture des trappes d'alimentation biomasse, la mise en sécurité des installations dès la détection d'une teneur en hydrogène de 10 % de la limite inférieure d'explosivité ou d'une teneur en monoxyde de carbone de 40 % de la limite inférieure d'explosivité ;
- l'ouverture automatique des trappes de désenfumage, si la teneur en hydrogène atteint 40 % de la limite inférieure d'explosivité.

(NB : ces prescriptions sont sans préjudice de celles de l'annexe I de l'arrêté ministériel susvisé du 3 août 2018, notamment en ce qui concerne la détection de gaz naturel et les actions qu'elle commande).

Les diverses chaînes de sécurité sont SIL 2. Elles sont régulièrement testées et maintenues.

Article 8.4.3

Les installations de stockage et de compression de l'hydrogène, situées entre le local de production et la station-service, ne sont pas couvertes.

Chapitre 8.5 – Limitation des effets d'une explosion

Article 8.5.1

La toiture des ateliers de thermolyse, craquage et de purification joue le rôle d'évent d'explosion. Sa résistance est calculée en conséquence. Les justificatifs sont tenus à disposition.

Chapitre 8.6 – Protection contre les agressions des équipements fixes sensibles

Article 8.6.1

Les installations de stockage et de compression de l'hydrogène, situées entre le local de production et la station-service, sont protégées des agressions internes et externes par des murs en béton REI 120 périphériques de 3,5m de hauteur.

Les conduites d'hydrogène pur sont, sauf impossibilité technique exceptionnelle et justifiée (et pour leur raccordement aux équipements), placées en caniveaux.

Les conduites aériennes de gaz dans le local de purification sont disposées et protégées, pour éviter leur endommagement accidentel.

La conduite de gaz naturel est enterrée et disposée de manière à exclure l'exposition des réservoirs d'hydrogène à un feu en provenant.

Chapitre 8.7 – Dispositions constructives particulières

Article 8.7.1 Recoupement coupe-feu du bâtiment de production (thermolyse, craquage purification, silos).

En référence au plan annexé au présent arrêté :

- Les façades nord et est sont REI 120,
- Le silo est séparé des ateliers de thermolyse, craquage et de purification par une paroi REI 120,
- L'atelier de thermolyse-craquage et l'atelier de purification sont séparés par une paroi REI 120,
- Dans l'atelier de purification, la chaufferie est isolée par des parois REI 120.

Article 8.7.2

Les dispositions constructives de l'arrêté ministériel du 3 août 2018 susvisées sont remplacées par celles retenues au présent arrêté, en référence notamment à l'article 8.7.1 du présent arrêté et à la demande d'autorisation.

Chapitre 8.8 – Convention réciproque avec l'exploitant de la station-service multi-énergies voisine

Article 8.8.1

Une convention est établie avec l'exploitant de la station-service multi-énergies voisine. Cette convention rend compte des risques technologiques identifiés de part et d'autre et définit en regard :

- les conditions d'information réciproque en cas de déclenchement d'une alarme ou en cas de situation évaluée comme dangereuse ;
- les mesures correspondantes de mise en sécurité des installations, des biens et des personnes sur chaque site. »

TITRE IX – SURVEILLANCE DES ÉMISSIONS ET DE LEURS EFFETS

Chapitre 9.1 – Généralités

Article 9.1.1 - Définition d'un programme de surveillance

L'exploitant définit et met en œuvre, sous sa responsabilité, un programme de surveillance de ses émissions et de leurs effets sur les milieux.

L'exploitant privilégie les modalités de référence. En particulier, l'analyse des rejets est réalisée en référence aux modalités prévues par l'arrêté ministériel du 7 juillet 2009 relatif aux modalités d'analyse dans l'air et dans l'eau dans les ICPE et aux normes de référence. Pour les paramètres qui ne sont pas analysés par un laboratoire agréé et pour les paramètres analysés en continu, l'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, au moins un contrôle par an. De même, pour les paramètres qui ne sont pas analysés suivant une norme de référence, l'exploitant fait réaliser, par un organisme agréé, au moins un contrôle par an.

Les prescriptions du présent arrêté définissent le cadre minimal du programme d'autosurveillance.

Article 9.1.2 - Qualification des laboratoires intervenants

Les mesures de surveillance sont effectuées préférentiellement par des laboratoires agréés et suivant les normes de référence existantes. À défaut, des mesures périodiques de contrôle et d'étalonnage sont effectuées par de tels laboratoires.

Par laboratoire « agréé », il est entendu : « laboratoire agréé par le ministre chargé des installations classées, ou, s'il n'en existe pas, accrédité par le Comité français d'accréditation (COFRAC) ou par un

organisme signataire de l'accord multilatéral pris dans le cadre de la Coordination européenne des organismes d'accréditation (European Cooperation for Accreditation ou EA). »

Article 9.1.3 - Contrôles à l'initiative de l'inspection des installations classées

L'inspection des installations classées peut, à tout moment :

- réaliser ou faire réaliser, par des organismes qu'elle choisit, des prélèvements et analyses suivant les paramètres de son choix d'effluents liquides ou gazeux, d'eaux souterraines, de déchets ou de sol,
- réaliser ou faire réaliser des mesures de niveaux sonores ou de vibrations.

Les frais correspondants sont à la charge de l'exploitant.

Chapitre 9.2 – Surveillance des rejets

Article 9.2.1 - Surveillance des émissions dans l'atmosphère

Les émissions atmosphériques sont contrôlées, la première année trimestriellement, par la suite au moins annuellement, suivant les paramètres suivants :

- Poussières ;
- Oxydes d'azote ($\text{NO} + \text{NO}_2$) exprimés en équivalent NO_2 ;
- Dioxyde de soufre ;
- Monoxyde de carbone ;
- Composés organiques volatils non méthaniques ;
- Benzène ;
- Chlorure d'hydrogène ;
- Dioxines et furannes ;
- Hydrocarbures aromatiques polycycliques (16) ;
- Formaldéhyde ;
- Ammoniac ;
- Métaux : cadmium (Cd), mercure (Hg), thallium (Tl) et leurs composés, arsenic (As), sélénium (Se), tellure (Te) et leurs composés, plomb (Pb) et ses composés, antimoine (Sb), chrome (Cr), cobalt (Co), cuivre (Cu), étain (Sn), manganèse (Mn), nickel (Ni), vanadium (V), zinc (Zn) et leurs composés.

Les prélèvements et les mesures sont réalisés suivant les normes en vigueur par un laboratoire agréé pour la mesure des émissions atmosphériques, indépendant de l'exploitant.

Les prélèvements sont réalisés dans des conditions représentatives du fonctionnement de l'installation, dont il est rendu compte.

Une synthèse des résultats de la première année est transmise à l'inspection des installations classées, avec une proposition de programme de surveillance à long terme.

Article 9.2.2 - Surveillance des émissions dans le milieu aquatique

Les émissions d'eaux de procédé sont contrôlées trimestriellement suivant les paramètres suivants :

Polluant	Code SANDRE
pH	1302
Température	1301
Débit horaire	1946
MEST	1305
DCO	1314
Hydrocarbures totaux	7009
Indice phénols	1440
Indice cyanures totaux	1390

Fer + Aluminium	7714
Benzène	1114
Toluène	1278
Xylène (o, m, p)	1780
Anthracène	1458
Fluoranthène	1191
Naphtalène	1517
Somme des 5 HAP : Benzo (a) pyrène Benzo (b) fluoranthène Benzo (k) fluoranthène Benzo (g,h,i) pérylène Indéno (1,2,3-cd) pyrène	7088
Cadmium	1388
Plomb	1382
Mercure	1387
Dioxines et composés de type dioxines dont certains PCDD, PCDF et PCB-TD	7707

Chapitre 9.3 – Surveillance des milieux

Article 9.3.1 - Surveillance des eaux souterraines et des sols

Eaux souterraines

Une surveillance annuelle de la qualité des eaux souterraines est réalisée depuis un réseau de trois piézomètres, deux placés en aval des installations et l'un en amont.

Les emplacements des piézomètres sont définis sur la base d'une étude du régime local de circulation des eaux souterraines.

Les piézomètres sont réalisés suivant les règles de l'art et pourvus de têtes de protection étanches cadenassées.

Les piézomètres sont enregistrés à la banque du sous-sol et leurs numéros d'enregistrement sont communiqués à l'inspection des installations classées.

Les paramètres recherchés dans les eaux souterraines sont les hydrocarbures totaux (SANDRE 7009), les BTEX (SANDRE 5918) et le benzyltoluène (pas de code SANDRE).

A chaque campagne de prélèvement, un nivellement du réseau de piézomètres est réalisé.

Avant la mise en service des installations, l'exploitant complète son rapport de base de résultats d'analyses étendues des eaux souterraines, en référence notamment aux éléments dont il dispose sur l'historique du site et la pollution des sols.

En fonction des résultats de ces analyses, des paramètres de surveillance pourront être ajoutés à ceux listés au présent article.

Sols

L'exploitant réalise une surveillance, a minima décennale, des sols susceptibles d'être pollués par des substances ou mélanges dangereux pertinents mis en œuvre ou présents du fait des activités réalisées (Les substances ou mélanges dangereux sont ceux mentionnés à l'article 3 du règlement CE n° 1272/2008 du 16 décembre 2008 relatif à la classification, à l'étiquetage et à l'emballage des substances

et des mélanges). Il tient à disposition de l'inspection les études de dimensionnement de cette surveillance.

Article 9.3.2 - Surveillance des niveaux sonores

Une mesure de la situation acoustique est effectuée tous les 5 ans, par un organisme ou une personne qualifiée.

Chapitre 9.4 – Transmission et commentaires

Article 9.4.1 - Transmission

Les résultats de la surveillance des rejets, des milieux et des émissions sonores sont transmis à l'inspection des installations classées, dès parution du rapport.

Les résultats qui le peuvent sont saisis sur la base GIDAF.

Article 9.4.2 - Commentaires

Tout résultat transmis est accompagné d'un commentaire de l'exploitant. En cas de non-respect de valeurs-limites ou de dérive d'un paramètre de surveillance des milieux :

- le fait est explicitement signalé dans le commentaire,
- la cause en est précisée et, si elle n'est pas connue, les moyens engagés pour la déterminer sont indiqués,
- les actions correctives mises en œuvre ou prévues ou les démarches engagées pour les déterminer sont exposées avec des engagements en termes de délais.
